



Bálint Ódor, Secrétaire d'Etat adjoint aux

## Affaires européennes

Cet économiste de formation, diplômé de l'Université de Fribourg en Suisse, et donc parfait francophone, a déjà une carrière bien remplie dans le domaine des Affaires européennes. Il a contribué également en tant qu'expert à la réforme constitutionnelle de l'Union européenne. Aujourd'hui Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires européennes, secrétaire du Comité interministériel pour la coordination européenne de la Hongrie, directeur européen, il a été en charge de la préparation et de la coordination des missions de la présidence hongroise. Il livre au JFB ses impressions sur ce semestre chargé de la présidence hongroise de l'Union Européenne (UE).

JFB - A votre avis, cette période a-t-elle changé la perception de la Hongrie et des Hongrois sur l'Europe ?

Bálint Ódor : Oui. On a beaucoup parlé de l'Europe pendant ce semestre, tous les jours. Les citoyens hongrois ont pu voir en quoi consistait le travail de l'UE. Mais notre mission d'éducation citoyenne n'est pas finie. Il faut continuer effectivement à expliquer aux hongrois en quoi l'UE est importante pour eux, quels intérêts ils en tirent. Il faut également clarifier aux yeux du grand public la répartition des compétences nationales et européennes. Il faut en tout état de cause créer plus de proximité entre l'Union européenne et la vie quotidienne des Hongrois.

JFB : Quel bilan pouvez-vous tirer de cette présidence ? Ses réussites, ses échecs ?

B.Ó. : Une liste de plus de 100 sujets a été établie par la présidence hongroise comme bilan de ce semestre. Elle met en avant l'ensemble des dossiers sur lesquels la présidence hongroise a eu un impact positif. On peut distinguer dans cette longue liste 42 dossiers législatifs clos. 37 d'entre eux ont été adoptés en codécision avec le Parlement européen, 30 ont été adoptés en 1ère lecture, 7 en 2ème lecture. Nous avons également obtenu un accord du Conseil de l'Union européenne sur 20 dossiers d'approche générale. En outre, Le Conseil européen et la présidence ont rendu plus de 60 conclusions, comme la Stratégie Danube, le futur de la politique de cohésion, la politique agricole commune, ... L'accent a été mis bien entendu sur le sujet majeur de la gouvernance économique. Tous les points de cette réforme ont été balayés par la présidence hongroise. Il ne reste plus qu'un seul point à valider. Un accord est intervenu le 15 mars entre les pays membres de l'UE et le Parlement a adopté sa position le 20 avril. La présidence hongroise a mené, au nom du Conseil, d'intenses négociations interinstitutionnelles, trilatérales avec le Parlement et la Commission européenne.

Pour les échecs, que ce soit sur les dossiers des OGM ou sur la question turque, il faut savoir en tirer des leçons.

JFB : Comment percevez-vous les progrès réalisés (ou pas) sur les dossiers considérés comme «les figures imposées» de la présidence ?

B.Ó. : Des avancées significatives peuvent être constatées sur des dossiers stratégiques comme celui de la politique énergétique. L'objectif est de contribuer d'ici 2014 à la création d'un marché énergétique commun, favorisant la libre circulation. Nous devons donc approfondir la réglementation sur la transparence des marchés, construire un réseau qui puisse relayer les marchés énergétiques nationaux. Il faut pour cela créer des interconnexions entre différents pays. La catastrophe nucléaire au Japon a profondément marqué la communauté européenne et mondiale. Elle a eu évidemment un impact sur les choix nationaux des sources énergétiques, une compétence propre à chaque Etat membre. Un Conseil Energie s'est réuni à cette époque dont l'objectif n'était pas de remettre en cause l'énergie nucléaire mais plus de mettre l'accent sur l'importance de tester la fiabilité des centrales existantes en Europe jusqu'à la fin 2011.

Une autre priorité de cette politique énergétique est de créer un axe Nord-Sud, de la Pologne à la Croatie, avec de nouvelles infrastructures afin de diminuer la dépendance énergétique des pays d'Europe centrale et des Balkans à la Russie.

JFB : Quel bilan pouvez-vous faire sur les deux dossiers prioritaires que la présidence hongroise a souhaité porter : l'intégration des Roms et la stratégie Danube ?

B.Ó. : Force est de constater que la population Rom est confrontée à de nombreuses difficultés dans 4 domaines principaux : l'éducation, l'hébergement, la santé, l'emploi. C'est aux Etats membres de proposer une stratégie nationale pour l'intégration des Roms d'ici la fin de l'année 2011. Cette approche nationale devra se concentrer sur les 4 domaines prioritaires sus-mentionnés. Les Etats membres ont confirmé leur engagement en faveur de cette stratégie-cadre. Les programmes nationaux feront ensuite l'objet d'un suivi de la part de la Commission européenne. Elle supervisera et évaluera les stratégies nationales.

Concernant la Stratégie Danube, la Commission a non seulement adopté cette stratégie mais a lancé sa mise en oeuvre. De nombreux projets sont à l'étude. La Hongrie, à elle seule, en a présenté 41. Un des enjeux majeurs de ce projet à grande échelle est de montrer que les pays qui composent la région d'Europe centrale sont à même de coopérer sur un long terme sur un tel sujet.

JFB : Où en est le dossier d'élargissement aux Balkans et celui de l'espace Schengen ?

B.Ó. : La présidence hongroise s'est montrée très active sur la question de l'élargissement de manière générale. Le 27 juin, le processus d'adhésion de l'Islande est entré dans une phase déterminante suite à la décision prise à l'occasion de la deuxième conférence intergouvernementale UE-Islande. Quatre chapitres de négociations (marchés publics, société de l'information et médias, sciences et recherche, éducation et culture) ont été ouverts. Le 24 juin, Le Conseil européen s'est mis d'accord sur l'adhésion de la Croatie dans l'UE. Les négociations d'adhésion avec la Croatie se sont achevées le 30 juin. L'aboutissement de ce processus sera un succès énorme pour la région des Balkans et un signal important pour les pays voisins (Balkans ouest : Serbie, Montenegro) et aussi pour l'UE. La Hongrie a incité fortement la Croatie à remplir tous les critères d'adhésion. La Commission européenne a effectué également un travail de longue haleine pour aboutir à ce résultat.

L'élargissement de l'espace Schengen a suscité de nombreuses rencontres, négociations et déplacements dans les pays concernés afin de parvenir à des solutions. Le Conseil de la Justice et des Affaires intérieures a rendu une conclusion qui confirme que la Roumanie et la Bulgarie remplissent les critères techniques d'adhésion. Les 27 pays membres ont décidé à l'unanimité de revenir en septembre sur ce dossier. Il était important d'évacuer les sentiments négatifs vis à vis de cette adhésion et de laisser des perspectives fortes à ces deux pays.

Il faut noter que la crise en Afrique du Nord a eu des incidences sur la question de l'espace Schengen à travers la problématique des migrations. Ce sont évidemment des sujets très sensibles. Les Etats membres ont acté qu'il était impératif de sauvegarder les acquis communautaires en ce qui concerne l'espace Schengen. Une réforme des règles relatives à cet espace commun sera lancée par la Commission en septembre prochain. Le contrôle frontalier sera réintroduit mais comme dernier recours.

JFB : Comment pensez-vous que l'UE peut résoudre la crise grecque ? Quel est le rôle et les limites de la zone euro dans ce genre de crise ?

B.Ó. : La Hongrie n'a pas de rôle à jouer dans cette crise puisqu'elle est en dehors de la zone euro. Mais cette situation prouve qu'il est important de renforcer la zone euro. La présidence a tout fait pour y arriver.

JFB : La devise de la présidence hongroise est «une Europe forte». Lorsque vous faites le bilan de cette présidence, pensez-vous que la Hongrie ait contribué à créer une Europe plus forte ?

B.Ó. : Oui. Les réponses apportées aux crises multiples (crise économique, catastrophe nucléaire, crise des pays arabes, épidémie d'E.coli) prouvent qu'une Europe forte est indispensable. C'est ce à quoi nous avons voulu contribuer. Cette présidence a été une vraie chance pour la Hongrie. Nous avons appris à convaincre les Etats membres, trouver des compromis. Sur la base de cette expérience, il sera plus simple pour notre pays de mener une politique européenne. Le 30 juin, cette présidence arrivera à son terme. Nous avons travaillé en coopération très étroite avec la Pologne pour assurer le relai et faire la passation des dossiers.

Gwenaëlle Thomas

- 3 vues

Catégorie

Agenda Culturel